

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES



# Rapport Annuel 2013

## TABLE DES MATIERES

Introduction de l'Administrateur

Participants

Bénéficiaires

Situation financière

Etats financiers

Placements

Diversification

Questions actuarielles

Quelques dates importantes

Documentation d'orientation

Fonds de secours

Principaux membres des organes  
délibérants et des comités

## INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport Annuel 2013 de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Ce rapport complète les renseignements détaillés figurant dans la Lettre Annuelle qui est envoyée chaque année aux participants et aux bénéficiaires. La lettre est à votre disposition sur le site Internet de la Caisse ([www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)).

En 2012, le nombre total des participants et des bénéficiaires a continué de croître mais à un rythme plus lent que les années précédentes. Le nombre total des participants et des bénéficiaires est passé de 185.500 à près de 189.000, la majorité de cette augmentation étant due à celle des nouveaux retraités et bénéficiaires. Ceci indique que la Caisse continue d'évoluer vers sa maturité.

Un autre signe de cette évolution est le fait qu'en 2012, le montant des contributions reçues des participants actifs et des organisations membres était légèrement inférieur (de 64,5 millions de dollars ou 3,0%) au montant des prestations versées (2,2 milliards de dollars). Toutefois, le capital de la Caisse a continué de croître et la majorité des revenus de placement a été entièrement réinvesti. La valeur de marché des actifs a atteint son plus haut niveau en date du 31 Décembre 2012 à près de 45 milliards de dollars. En 2012, le capital de la Caisse a augmenté d'environ 12,6%

Si la croissance globale des participants et des bénéficiaires ralentit, les opérations de la caisse ont dû à nouveau faire face en 2012 à une charge de travail record au niveau du traitement des cessations de service. Je suis heureux de constater que le personnel de la Caisse a, malgré tout, réussi à améliorer le temps moyen de traitement des dossiers de retraite tout en réduisant le délai de réponse à ses clients.

J'ai également le plaisir de constater que la Caisse a publié ses premiers états financiers selon les Normes internationales du secteur public (IPSAS) pour l'exercice clos le 31 Décembre 2012. Des efforts importants ont été nécessaires afin d'assurer la transition depuis les normes comptables précédentes qui étaient celles du système des Nations Unies (UNSAS). Les nouveaux états financiers donnent une information plus détaillée sur les investissements et les opérations de la Caisse.

Comme nous vous en avons informé au cours des deux dernières années, la Caisse continue de se concentrer sur la conception de son projet de système intégré de gestion des prestations, IPAS. Les années 2010 et 2011 ont été employées à sa conception, la période 2012-2014, sera dédiée à sa mise en œuvre. Je suis heureux d'annoncer qu'au 31 Décembre 2012, le calendrier ainsi que le budget de ce projet essentiel étaient respectés.

A noter parmi nos projets marquants pour l'année 2013 :

- La suite de la phase de mise en œuvre du « Système intégré de gestion des pensions ».
- L'élaboration du budget 2014-2015.
- L'examen des hypothèses économiques et démographiques à utiliser lors de l'évaluation actuarielle qui sera arrêtée au 31 décembre 2013.

On trouvera d'autres informations utiles sur les activités de la Caisse sur notre site Internet ([www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)).

En tant que nouvel administrateur de la Caisse, je tiens à remercier chacun d'entre vous, de votre soutien.

Au plaisir de vous servir.

**Sergio B. Arvizú**

Administrateur de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

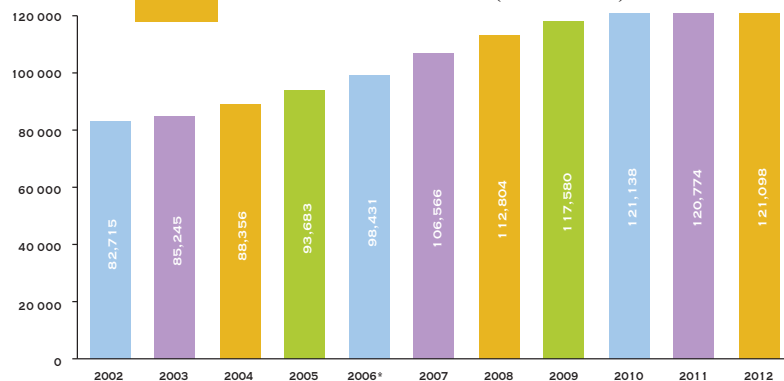


## PARTICIPANTS

Au 31 décembre 2012, le nombre des participants actifs s'établissait à 121'098 contre 120'774 à la fin de l'année 2011, ce qui représente une croissance de 0.3% pour une année. La répartition des participants en service dans les 23 organismes affiliés à la Caisse était la suivante :

Nations Unies	86,190
Organisation mondiale de la santé	10,391
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6,081
Organisation internationale du Travail	3,644
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	2,520
Agence internationale de l'énergie atomique	2,447
Organisation internationale pour les migrations	3,326
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	1,173
Union internationale des télécommunications	834
Organisation de l'aviation civile internationale	778
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	769
Cour pénale internationale	936
Fonds international de développement agricole	556
Organisation maritime internationale	308
Organisation météorologique mondiale	308
Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	183
Organisation mondiale du tourisme	97
Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels	34
Union interparlementaire	46
Tribunal international du droit de la mer	36
Autorité internationale des fonds marins	32
Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	13
Tribunal spécial pour le Liban	396

### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PARTICIPANTS ACTIFS À LA CAISSE DES PENSIONS (2002-2012)



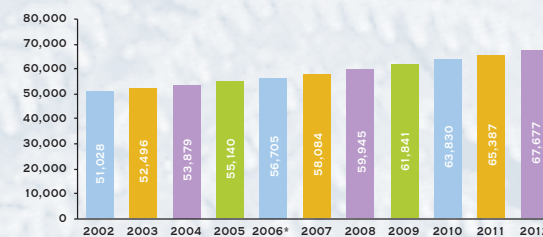
\* LE CHIFFRE DE 2006 A ÉTÉ RÉVISÉ À LA BAISSE : DE 98'433 À 98'431

## BÉNÉFICIAIRES

Au 31 décembre 2012, la caisse servait 67'677 prestations périodiques contre 65'387 fin 2011, ce qui représente une augmentation de 3,5% du nombre de prestations de retraite par rapport à l'année précédente. Elles se répartissaient comme suit :

pensions de retraites	24,147
pensions de retraite anticipées	14,833
pensions de retraite différées	7,308
pensions de veuve	10,517
pensions de veuf	838
pensions d'invalidité	1,299
pensions d'enfant	8,696
pensions de personne indirectement à charge	39

### AUGMENTATION DU NOMBRE TOTAL DE PRESTATIONS PÉRIODIQUES SERVIES PAR LA CAISSE DES PENSIONS (2002-2012)



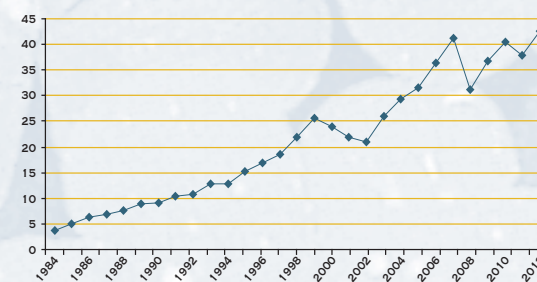
\* LE CHIFFRE DE 2006 A ÉTÉ RÉVISÉ À LA BAISSE : DE 56'718 À 56'705

## SITUATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Caisse sont signés par l'Administrateur, le Représentant du Secrétaire général ainsi que le Chef des finances et vérifiés tous les deux ans par un comité externe de commissaires aux comptes. Les états financiers pour l'année se terminant le 31 décembre 2012 sont les premiers états financiers à être présentés selon le standard de comptabilité international IPSAS. La comparaison avec les données financières au 31 décembre 2011 n'apparaît pas dans les états financiers en raison de l'introduction de la norme IPSAS, elle est remplacée par la présentation de la situation financière au 1 janvier 2012 comme requis lors de la transition vers la nouvelle norme IPSAS. Au cours de l'année 2012, la Caisse a connu une augmentation de 0.3 % du nombre de participants actifs, qui est passé de 120'774 au 1 janvier 2012 à 121'098 au 31 décembre 2012. Le nombre de prestations servies a lui augmenté de 3,5% pendant la même année, passant de 65'387 à 67'677. Le montant des prestations versées pendant la même période a atteint 2,2 milliards de dollars. Les prestations ont été versées dans 15 monnaies différentes. Le montant total des dépenses engagées au titre des prestations et des frais d'administration et de gestion du portefeuille, à savoir 2,2 milliards de dollars a dépassé d'environ 65 millions celui des recettes provenant des cotisations.

La valeur de réalisation des actifs de la Caisse est passée de 39,9 milliards de dollars au 31 décembre 2011 à 45,0 milliards au 31 décembre 2012, soit une augmentation d'environ 12,6%. Le graphique ci-après montre son évolution de 1984 à 2012 :

### VALEUR DE RÉALISATION DES ACTIFS DE LA CAISSE DU 31 DÉCEMBRE 1984 AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### ACTIF

	31 décembre 2012 EN MILLIER DE US\$	1 janvier 2012 EN MILLIER DE US\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,227,333	1,958,492
Placements		
Placements à court terme	49,079	-
Actions	27,370,793	23,351,360
Obligations	12,352,135	12,185,082
Portefeuille immobilier	2,357,835	1,991,585
Autres classes d'actifs et de placements alternatifs	1,314,058	196,195
Contributions à recevoir	25,417	34,119
Produits constatés sur investissements	176,749	177,835
Règlements à recevoir sur la vente de placements	33,113	6,957
Impôts à la source à récupérer	13,980	9,115
Autres créances	31,925	25,693
<b>TOTAL</b>	<b>44,952,417</b>	<b>39,936,433</b>

### PASSIF

Prestations à payer	54,800	53,176
A payer pour l'achat de placements	51,188	1,314
Assurance maladie après cessation de service et indemnités de séparation	58,195	48,860
Autres charges constatées et imputations	29,165	23,897
<b>TOTAL</b>	<b>193,348</b>	<b>127,247</b>

<b>SITUATION</b>	<b>44,759,069</b>	<b>39,809,186</b>
------------------	-------------------	-------------------

## PLACEMENTS

Au 31 mars 2013, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse s'établissait à 46'408 millions de dollars des Etats-Unis, ce qui représente une augmentation de 1'733 millions (soit 4,0%) par rapport au 31 décembre 2012, date à laquelle elle était de 44'675 millions.

On a pu observer un regain d'intérêt pour la prise de risque à la suite de l'accord accepté par le Sénat sur le budget des Etats-Unis mais les craintes persistent en ce qui concerne la crise de la zone Euro.

Sur le long terme, la pratique d'une gestion active des placements a permis à la Caisse d'obtenir un rendement supérieur à l'indice de référence par un choix adapté des actifs ainsi que le rééquilibrage régulier de ceux-ci, afin de préserver les objectifs à long terme de la Caisse.

La gestion des placements de la Caisse continue d'avoir pour objectif d'équilibrer risques et résultats attendus par la répartition des avoirs en fonction des objectifs, des risques et de l'état futur des marchés.

En pourcentage, la répartition des actifs était la suivante :

## ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

### Revenus des placements

Plus (moins) valeur sur actifs financiers évalués à la juste valeur	3,898,576
Produits d'intérêts obligataires	442,007
Produits de dividendes	668,176
Produits immobiliers	38,545
Produits d'autres classes d'actifs	11,044
Gains (pertes) de change	120,447
Frais de courtage et de gestion	(86,801)
	<b>5,091,994</b>

### contribution

Cotisations des participants actifs	724,514
Cotisations des organismes affiliés	1,435,039
Autres cotisations	3,805
	<b>2,163,358</b>

### recettes diverses

	<b>5,116</b>
--	--------------

### prestations versées

Versements au titre de la liquidation des droits	122,235
Prestations de retraite	2,104,557
Autres prestations	1,091
	<b>2,227,883</b>

### dépenses d'administration

Frais d'administration	67,815
Honoraires et frais de gestion du portefeuille « Small Caps »	6,795
	<b>74,610</b>

### Autres charges Impôts à la source

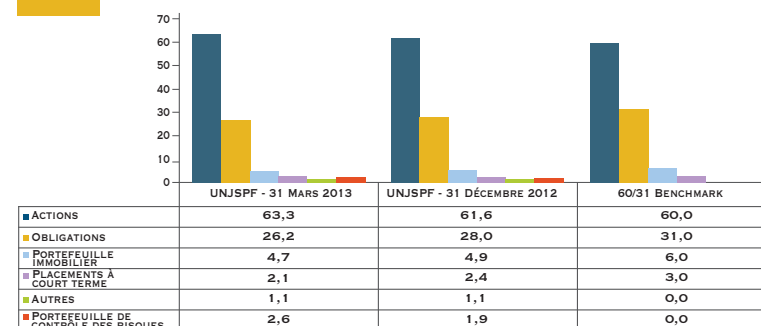
	<b>3,970</b>
	<b>4,122</b>

### PERFORMANCE FINANCIÈRE

31 décembre 2012  
EN MILLIER DE US\$

4,949,883

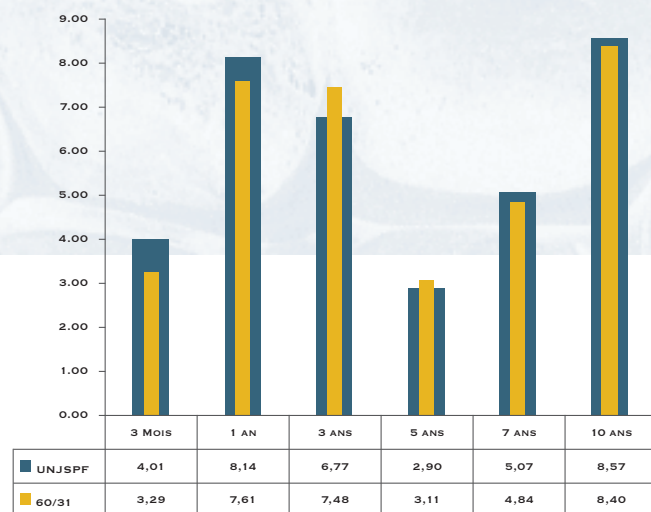
### TYPES DE PLACEMENTS PAR CATÉGORIE D'ACTIFS



## PERFORMANCE

La valeur de réalisation des actifs de la Caisse au 31 mars 2013 était de 4.01% soit un rendement supérieur à l'indice de référence 60/31 de 72 points.

**TOTAL DES ACTIFS : 46'408 MILLIONS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS**

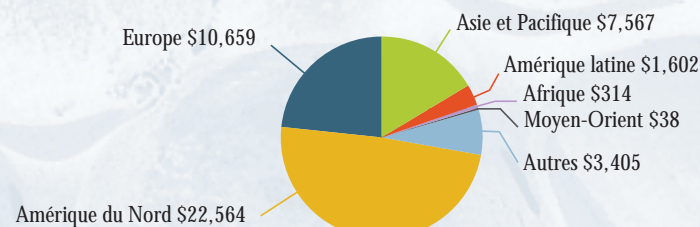


## DIVERSIFICATION

Au 31 mars 2013, la Caisse possédait des actifs dans 38 pays et dans 7 institutions internationales/régionales, dans 23 devises différentes.

Le diagramme ci-après indique la valeur des placements par région. (Estimations au 31 mars 2013).

## DIVERSIFICATION PAR RÉGION (EN MILLIONS DE DOLLARS É.-U.)



**Valeur totale :  
46'408 millions  
de dollars E-U**

L'objectif de la Caisse à long terme est de parvenir à un taux de rendement réel, corrigé de l'inflation, de 3,5%. Le taux de rendement réel est le taux nominal corrigé de l'indice des prix à la consommation (IPC) des Etats-Unis. Le taux de rendement des placements de la Caisse a évolué comme suit au cours des cinquante dernières années :

**Taux de rendement annualisés au 31 mars 2013 (en pourcentage)**

	1 an	2 ans	3 ans	4 an	5 an	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	50 ans
Taux de rendement nominal de la Caisse	8.2	4.3	6.8	12.6	2.9	8.6	6.2	7.7	8.0	8.3
Indice des prix à la consommation des États Unis (IPC)	1.5	2.1	2.3	2.3	1.7	2.4	2.4	2.4	2.8	4.2
Taux de rendement réel *	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
<b>Excédent **</b>	<b>3.1</b>	<b>(1.3)</b>	<b>0.9</b>	<b>6.6</b>	<b>(2.4)</b>	<b>2.6</b>	<b>0.2</b>	<b>1.6</b>	<b>1.6</b>	<b>0.4</b>

\* Corrigé de l'IPC des États Unis    \*\* Rendement réel moins 3,5 %

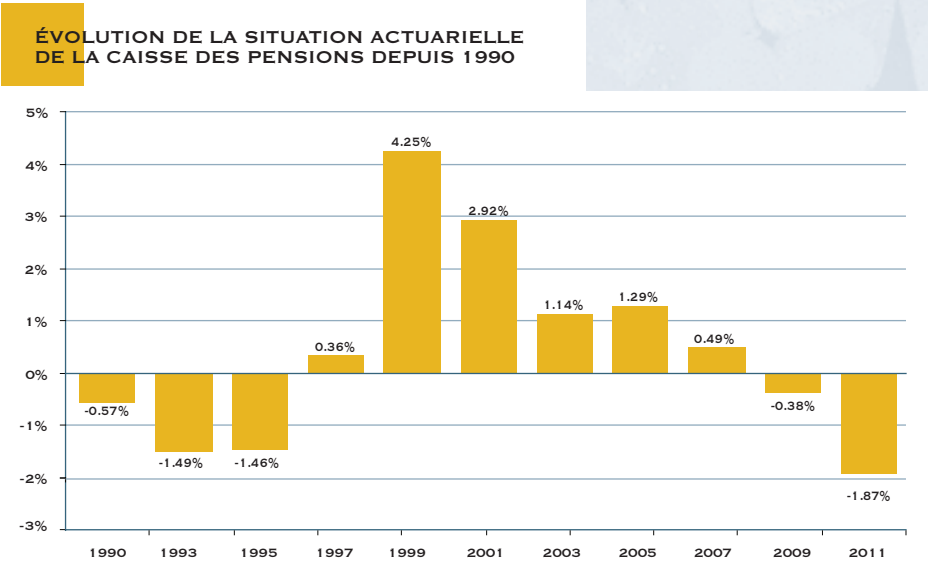


## QUESTIONS ACTUARIELLES

Les services actuariels sont fournis par le cabinet Buck Consultants. Un comité d'actuaire, composé de sept actuaires indépendants, est également constitué sur la recommandation du Comité mixte. Le Comité d'actuaire a pour rôle de conseiller le Comité mixte sur les questions actuarielles découlant de l'application des statuts de la Caisse. Il examine aussi le travail de l'actuaire conseil et évalue les services que celui-ci fournit à la Caisse. Ses membres sont originaires des cinq régions du monde.

Evaluation actuarielle : L'Actuaire conseil effectue une évaluation tous les deux ans, la dernière ayant été arrêtée au 31 décembre 2011. Elle faisait apparaître un déficit représentant -1.87 % de la masse des rémunérations considérées au fin de la pension. Ces -1.87 % signifient que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel au 31 décembre 2011 était de 25.57 % de la rémunération considérée au fin de la pension – le taux de comparaison effectif étant de 23.70%.

Le graphique ci-après illustre les résultats des évaluations actuarielles ordinaires, établies sur la base de projections, et montre l'excédent entre le taux actuel de 23,70% et celui requis pour assurer l'équilibre actuariel :



Les évaluations sont fondées sur diverses hypothèses économiques concernant le rendement futur des placements et l'inflation, et sur différentes séries d'hypothèses quant à la croissance des effectifs et la mortalité. Les résultats de l'évaluation actuarielle de la Caisse sont basés sur la méthode des agrégats avec entrants. L'évaluation ordinaire établie au 31 décembre 2011, reposait sur les trois hypothèses économiques suivantes : (a) une hausse de 4,5% par an de la rémunération considérée aux fins de la pension ; (b) un taux nominal de rendement des placements de 7,5% par an; et (c) un taux d'inflation de 4% par an ainsi qu'une augmentation annuelle de 0,5% du nombre de participants pendant les dix prochaines années, puis une stagnation les années suivantes. Ce type d'analyse est donc fondé sur des projections.

Parallèlement à l'évaluation actuarielle, on calcule les ratios de capitalisation pour aider le Comité mixte à évaluer la situation de la Caisse sur la base de données actuelles et non de projections. Le ratio de capitalisation est le rapport entre les actifs actuels de la Caisse et la valeur des droits à prestations acquis (passif) à la date de l'évaluation en supposant que le régime des pensions cesse d'exister à cette date. Pour ce qui est du passif au 31 décembre 2011, la situation financière de la Caisse a été jugée bonne, comme lors des dix évaluations précédentes. Le ratio de capitalisation est de 130%. Il est obtenu en divisant la valeur actuarielle des actifs (\$ 40'815 million) par la valeur actuarielle des droits à prestations acquis (\$ 31'394 million). La marge de sécurité est donc de 30%. Le ratio est inférieur si l'on tient compte du système en vigueur qui prévoit l'ajustement des prestations pour compenser l'inflation et s'établit dans ce cas à 86%.

Le tableau ci-après indique les ratios de capitalisation pour les années 1990 à 2011, calculés avec et sans ajustement des pensions :

	1990	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007	2009	2011
Sans ajustement des pensions	131	136	132	141	180	161	145	140	147	140	130
Avec ajustement des pensions	77	81	81	88	113	106	95	92	95	91	86

## PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES COMITÉS :

### QUELQUES DATES IMPORTANTES EN 2013

Le Comité mixte tiendra sa prochaine session du 15 au 19 juillet, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Le Comité des placements et le Comité des actuares se réuniront pour déterminer les hypothèses économiques qui seront utilisées lors de la prochaine évaluation actuarielle.

Le Comité des actuares tiendra sa réunion ordinaire en juin, pour examiner les hypothèses économiques et démographiques à utiliser lors de l'évaluation actuarielle qui sera arrêtée au 31 décembre 2013. Le Comité d'Audit, créé en 2006 par le Comité mixte se réunira trois fois en 2013.

### DOCUMENTS D'ORIENTATION

Le document « Politique de gestion globale des risques » sera publié en 2013.

### GOVERNANCE

En 2012, le document « Politique de gestion globale des risques » a été approuvé par le Comité mixte. Le Comité d'Audit de la Caisse se réunit trois fois par an. En tant que conseil auprès du Comité mixte il l'aide à s'acquitter de sa mission de contrôle des audits internes comme externes, de la gestion financière et des états comptables, de la gestion du risque ainsi que du cadre de contrôle des services internes. Comme par le passé, en 2012, le Comité a fait plusieurs recommandations comme le rapport concernant les nouveaux standards en termes de comptabilité ainsi que la date de publication des états financiers.

### FONDS DE SECOURS

La Caisse dispose d'un fonds de secours alimenté par celle-ci et par des contributions volontaires à concurrence d'un montant de 200,000 dollars par exercice biennal. Il a pour objet d'offrir une aide financière aux bénéficiaires d'une prestation périodique de la Caisse visant à venir en aide aux personnes qui traversent une situation particulièrement difficile pour cause de maladie, d'infirmité, ou pour d'autre raisons, notamment pour faire face à des frais de funérailles.

Les demandes d'intervention du Fonds de secours sont examinées en l'absence de règles rigides, plusieurs facteurs étant pris en compte, dont l'âge, le nombre d'années d'affiliation, le montant de la prestation de la caisse, le pays de résidence du retraité, la possibilité d'accès à une assurance, l'existence éventuelle d'autres sources de revenus ou d'aide et le contexte dans lequel s'inscrivent les dépenses.

Président

1er Vice-Président

2nd Vice-Président

Rapporteur

Président

1er Vice-Président

2nd Vice-Président

Président

Vice-Président

Président

Représentant

Administrateur  
Directrice du service  
de la gestion des placements  
Chef du bureau de Genève  
Directeur de l'analyse des risques

Président

Vice-Président

Rapporteur

### COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (JUILLET 2012)

**M. A. Adeniyi**

[Représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies]

**M. A. J. Mohamed**

[Représentant des organes directeurs de l'Organisation mondiale de la santé]

**M. C. Dahoui**

[Représentant du Chef de secrétariat de l'Organisation maritime internationale]

**M. H. Kozaki**

[Représentant de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies]

### COMITÉ PERMANENT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (JUILLET 2012)

**M. C. Santos Tejada**

[Représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies]

**M. L. Mazemo**

[Représentant de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies]

**Mme. T. Panuccio**

[Représentante du Chef de secrétariat de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture]

### COMITÉ D'AUDIT (2012)

**Mme. S. Frahler**

[Représentante du Chef de secrétariat de l'Organisation mondiale de la santé]

**M. I. Robertson**

[Expert]

### COMITÉ DES PLACEMENTS (2012)

**M. W. McDonough**

### REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE

**M. W. Sach**

### ADMINISTRATION DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (2012)

**M. B. Cochemé**

Administrateur adjoint

**M. S. Arvizú**

**Mme. S. Bishopric**

Chef des opérations

**M. F. De Turrís**

**M. A. Blythe**

Directeur des systèmes d'information

**M. P. Dooley**

**M. A. Singh**

Directeur des investissements

**M. T. Shindo**

### COMITÉ DES ACTUAIRES (2012)

**M. H. Pérez Montás**

**M. B. KYS Yen**

**M. D. Latulippe**

### ACTUAIRE CONSEIL

**Buck Consultants, LLC**

## COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LA CAISSE DES PENSIONS

Pour plus de détails concernant la Caisse des pensions,  
consultez son site Web : [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)



### New York

Par téléphone : **+1 (212) 963 69 31**

Par fax : **+1 (212) 963 31 46**

Par email : **UNJSPF@UN.ORG**

En personne\* : **\*37<sup>e</sup> étage  
1 Dag Hammarskjöld Plaza (DHP)  
Au coin de la 48<sup>ème</sup> rue et  
2<sup>ème</sup> avenue**

Par courrier : **UNJSPF  
United Nations  
P.O. Box 5036  
New York, NY 10017  
USA**

\*Si vous voulez nous rendre visite dans nos bureaux de New York, veuillez noter les horaires d'ouverture aux clients : de 9 à 17 heures du lundi au vendredi, sans rendez-vous.

### Genève

Par téléphone : **+41 (0) 22 928 88 00**

Par fax : **+41 (0) 22 928 90 99**

Par email : **UNJSPF.GVA@UNJSPF.ORG**

En personne\* : **\*Bâtiment Du Pont de Nemours  
Chemin du Pavillon 2  
1218 Grand Saconnex  
Suisse**

Par courrier : **UNJSPF-CCPPNU  
c/o Palais des Nations  
CH-1211 Genève 10  
Suisse**

\*Si vous comptez vous rendre à la Caisse en personne, veuillez noter que le bureau de Genève vous reçoit tous les jours, de 8h30 à 17 heures. Il est recommandé d'appeler le +41.22.928.8800 ou d'envoyer un message électronique pour prendre rendez-vous (ces derniers durant généralement 30 minutes).